



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 12 octobre 2017 (6^{ème} séance)

Délibération n° COM 2017-10-12/11

OBJET : Candidature de la CANGT à l'appel à manifestation d'intérêt investissements territoriaux intégrés du Conseil Régional

L'an deux mille dix-sept, le douze octobre à 19h38, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-L'Eau sous la Présidence de Madame Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-trois (23)

M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MANETTE Sandra, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MARCEL Edmond, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia,

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)

M. ROUX Harry à M. HILL Joseph
M. BARDAIL Jean à Mme CARDOVILLE Prisca

CONSEILLERS EXCUSES : Deux (2)

Mme OUJAGIR Nadia, M. SIOUMANDAN Rénalt

CONSEILLERS ABSENTS : Neuf (9)

M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, Mme DELORD Jocelyne, M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, Mme LAUG Caroll, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme RAMASSAMY Yvelle

A été élu secrétaire de séance : M. PORLON Pierre

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Considérant que le Conseil Régional en tant qu'autorité de gestion (AG) des fonds Européens, a lancé le 4 juillet 2017 un appel à manifestation d'intérêt (AMI), pour la sélection d'organismes intermédiaires (OI) dans le cadre des investissements territoriaux intégrés (ITI).

Considérant que la CANGT souhaite se porter candidate.

Considérant que le dispositif ITI est une stratégie de développement territorial dite intégrée devant permettre de répondre aux besoins des zones rurales défavorisées de Guadeloupe.

Considérant que l'enveloppe globale à l'échelle de la Guadeloupe pour cet ITI est de 15 millions d'euros et que l'enveloppe allouée au territoire Nord Grande-Terre n'a pas été définie.

Considérant que pour la programmation 2014-2020, 3 territoires ont été retenus :

- Le Nord Grande-Terre ;
- La Côte Sous le Vent ;
- Les Iles du Sud.

Considérant que pour l'ensemble de ces territoires, le dispositif sera centré sur :

- L'aménagement, et l'animation d'une plage (projet OCEAN) ainsi qu'un élément symbole du patrimoine ;
- L'accompagnement des acteurs privés afin d'aller vers une redynamisation économique ;
- L'émergence d'offices de tourisme intercommunaux.

Considérant que les axes prioritaires définis pour le Nord Grande-Terre sont au nombre de 3 :

- Aménager et animer une plage, en accord avec le programme OCEAN et un site symbole du patrimoine ;
- Accompagner les acteurs privés pour augmenter l'offre d'hébergement et les activités de restauration et de découverte du territoire ;
- Créer un Office intercommunal du tourisme.

Considérant que le rôle de l'organisme intermédiaire consiste à :

- Assurer l'animation, notamment en lançant les appels à projets ;
- Présélectionner les dossiers (vérifier l'éligibilité du projet et des dépenses) ;
- Transmettre les dossiers à l'AG pour instruction.

Considérant que la candidature de la CANGT comme organisme intermédiaire présente les intérêts suivants :

- Faire le lien entre les ambitions du projet de territoire, la stratégie ITI et les objectifs spécifiques du PO et du PDRG ;
- Impulser des appels à projets en lien avec notre stratégie territoriale avec un partenariat Régional ;
- Coordonner LEADER et ITI afin que ces deux sources de financement ne se superposent pas.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après en avoir délibéré et voté à l'unanimité des votants

DECIDE

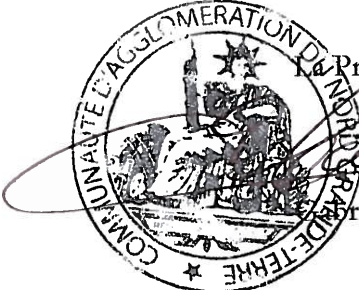
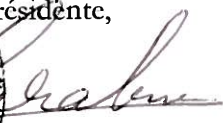
ARTICLE 1 : D'approuver la candidature de la CANGT en qualité d'organisme intermédiaire dans le cadre de la stratégie investissements territoriaux intégrés.

ARTICLE 2 : D'autoriser la Présidente à signer tous les documents y afférents.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général de la Communauté est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

 La Présidente,

Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

Transmis en Préfecture le 14/11/2017

N°télétransmission: 971-200044691-20171012-COM2017101211-DE

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.